

donner Jospin - PM  
+ discours.

Martine Poltrain

Discours de Pierre Mauroy

Aulnay-sous-Bois

29 mars 1995

*Remarques, Remarques, amis et*

~~Mes~~ camarades,

Nous voici une nouvelle fois en campagne électorale. Et quelle campagne! Celle qui, sous la V<sup>e</sup> République, dessine pour des années le profil de notre avenir politique. Un enjeu qui mérite de ne pas se tromper et surtout de ne pas tromper les Français.

Or nous sommes engagés dans la campagne présidentielle la plus ambiguë de ces vingt dernières années, et ce n'est pas de notre faute, ni naturellement de celle de notre candidat.

Depuis des mois, on a d'abord cherché à nous convaincre que le seul candidat s'appelait Balladur, et que d'une certaine manière on pouvait même se passer d'élection.

C'est ensuite, aujourd'hui, cette immense duperie: il y aurait deux droites, l'une conservatrice, et l'autre sociale, voire socialiste.

Eh bien non, mes chers camarades, j'affirme qu'il n'y a qu'une seule droite, et que le véritable enjeu de cette élection se situe une fois encore entre la gauche et la droite, et non pas seulement entre les jumeaux rivaux du clan conservateur.

*Eh - vous conservateurs ?*

Les programmes? Mais ils se ressemblent! Comment ne pas voir qu'il s'agit chez Balladur, comme chez Chirac, de transférer la charge du financement public sur les classes moyennes et les plus défavorisées. L'un comme l'autre prônent la fiscalisation des charges des entreprises. L'un comme l'autre prônent la suppression des tranches hautes d'impôt sur le revenu. L'un comme l'autre n'offrent aucune solution viable en ce qui concerne la pérennité de notre protection sociale. L'un comme l'autre sont réticents à engager une véritable politique de répartition du travail, seule réponse à la question du chômage. L'un

*Neurologue*

comme l'autre n'ont rien à offrir aux jeunes. Et le discours sur l'exclusion reste un alibi commode, *pour l'un comme pour l'autre -*

Alors on me dira: il y a des différences. Il y a certes des différences. Le gris Balladur tranche sur le calicot chiraquien. Monsieur Balladur a fait longtemps une campagne de salon, et Monsieur Chirac une campagne de terrain. Le Premier ministre

susurre, le maire de Paris tonne. L'un nous dit que rien n'est possible, et l'autre que tout est possible.

Mais enfin, ~~mes chers camarades~~, il faudra que l'on m'explique pourquoi des personnalités si dissemblables ont pu cohabiter si longtemps en pompidolisme, en RPR, et en gouvernement d'union de la droite. Il faudra que l'on m'explique que des désaccords si évidents ne soient pas apparus avant. Il faudra que l'on m'explique pourquoi l'un et l'autre ont voté les mêmes réformes. Il faudra que l'on m'explique pourquoi depuis si longtemps, ni M. Balladur ni M. Chirac n'ont fait jouer la clause de conscience pour se séparer. Loin de là, savez-vous que le téléphone interministériel a été installé entre l'Hôtel de Ville de Paris et tous les ministres, et d'abord le Premier? Du jamais vu dans l'histoire de la République, et le signe d'une amitié débordante!

*Je se dit. Je maintenant au  
téléphone avec - Ah, savoir!*

La vérité, c'est que la droite est toujours unie autour de ses intérêts, et que ni M. Balladur ni M. Chirac ne peuvent y échapper. Bien sûr, il y a un premier ministre, et il est normal que nous attirions l'attention sur ses responsabilités.

Il y a quelques mois, je lui ai posé au Sénat une question d'ac-

tualité ~~pourrait~~ bien simple, qui consistait à lui demander s'il n'était pas temps, compte tenu de la croissance qui repartait, de faire un geste sur les salaires. M. Balladur s'est levé courroucé: comment, un ancien premier ministre socialiste, osait-il lui poser une telle question?

*Pratiqué,*

Si j'étais enclin à la polémique, je dirais que ~~son état de fortune~~ <sup>la situation</sup> ne, tel ~~le~~ que nous l'avons découverte, à la faveur d'indiscrétions sur des plus-values ~~spéculatives~~, aurait dû le dispenser de me répliquer sur le grand air de la rigueur. Même légal, un tel coup de Bourse représente tout de même ~~quelques~~ <sup>des</sup> années du salaire d'un ouvrier, et parfois même une vie entière. Si de plus, on nous explique aujourd'hui, que le coup de Bourse n'est devenu légal que grâce à des lois présentées par le gouvernement de M. Balladur, et votées par la majorité de M. Balladur, on peut tout de même s'interroger.

On comprend mieux que ce soit lui qui, par les privatisations, a sans doute réussi la tentative de concentration de l'industrie française entre quelques mains amies la plus extraordinaire et la plus criticable que l'on ait jamais vue dans un pays développé. Grâce aux privatisations, on peut désormais réunir autour d'une seule table la plus belle brochette de capitaux boursiers.

Quel contraste entre la réussite, nous dit-on, de ces privatisations, et l'immobilisme absolu que la France a connu ces deux dernières années. Car soyons sévères sur ce gouvernement. Il n'a rien fait, et ce qu'il a fait, se résume malheureusement à quelques tentatives bien vite éventées de régression. Régression quant à notre enseignement public avec la volonté d'abrogation de la loi Falloux, qui a mis plusieurs centaines de milliers de personnes dans la rue. Régression avec le SMIC Jeunes, pompeusement baptisé CIP, que les jeunes ne sont pas près d'oublier. Régression avec les mesures scandaleuses prises sur les IUT.

Et chaque fois, M. Balladur, plutôt que de reconnaître son erreur de stratégie, nous a parlé d'un défaut de communication. Façon de laisser entendre que les Français n'avaient rien compris des nobles intentions de M. Balladur, dont le seul défaut serait de ne pas s'exprimer assez clairement. Erreur politique, et non erreur de communication. Le gouvernement de la dissimulation. Voilà bien l'expression de la droite!

Aujourd'hui, Monsieur Balladur découvre le peuple! Il <sup>a</sup> ~~se fait~~ plus campagne! il va de marchés de Provence en Fête à Neu-

la campagne  
le style de

*faire le fou*  
Neu, avec l'air de celui qui ~~se~~ *canaille*, il commence ses journées en stop et les finit debout sur la table. Mais on ne passe pas si facilement du monologue monotone à la gouaille enjouée. Il y a chez ce Balladur-là du Bourgeois Gentilhomme face à son maître de danse!

La politique du gouvernement Balladur a-t'elle révolté, ces deux dernières années, Jacques Chirac? On nous dit qu'il serait resté aigri dans son bureau de l'Hôtel de Ville. On nous dit qu'il serait parti à la rencontre des Français. On nous dit qu'il aurait rongé son frein. Car, ~~mes chers camarades~~, voilà bien la nouveauté de la période, M. Chirac est devenu ~~socialiste~~ *social!*

*Un bon socialiste! mais enfin —*

Extraordinaire conversion! Et disons-le, un peu inattendue. N'était-ce pas ce Jacques Chirac qui, Premier ministre de 1986 à 1988, s'affirmait thatchérien, qui prônait le libéralisme alors à la mode, qui vilipendait le tout-Etat. Ce gouvernement engagea des privatisations, mit les jeunes dans la rue avec la loi Devaquet, commit un plan sécurité sociale plutôt draconien qui portait la signature de Philippe Séguin,... J'en passe, tout cela reste bien sûr dans les mémoires.

Alors on peut être surpris d'entendre Seguin rappeler les socia-

listes à l'ordre. Soyez plus républicains, nous dit-il. Mais c'est une leçon sur les libertés dont les socialistes n'ont guère besoin. Soyez plus sociaux, nous dit-il. Mais enfin, où était Monsieur Séguin lorsque se votait la retraite à 60 ans, la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, le RMI, la loi d'orientation sur la ville, pour ne prendre que quelques mesures symboliques? Allons donc, la République est à vous, comme à nous. Mais nous, nous sommes à l'avant garde quand vous fermez la marche avec M. Chirac. —

La droite française est à droite. ~~Ce n'est pas seulement une liti-~~  
~~te~~ Seul le Général De Gaulle avait réussi à élargir, pendant une brève période à la Libération, son assise, et à pratiquer cette ouverture vers les classes populaires. Je me limiterai à rappeler que c'est la droite elle-même qui a condamné cette initiative et forcé le Général De Gaulle au départ en 1946. Philippe Séguin est bien trop fin historien pour ne pas le savoir. Son projet de front républicain est à ranger au rayon des accessoires tactiques. Moment d'égarement de la campagne, feu de paille, que rien demain ne pourra confirmer.

En admettant même que Jacques Chirac ait rencontré sur son chemin de Damas, la grâce socialiste, avec qui demain compte-

t'il gouverner? Croit-il que la majorité de son électorat partage les envolées <sup>socialistes</sup> ~~socialistes~~ de bon ton qui émaillent le discours de M. Séguin? La réalité, c'est que même s'il voulait lancer des mesures populaires son électorat serait peu enclin à les accueillir et sa majorité moins encore ! Ne fait pas des réformes qui veut !

La vérité est que comme en 1974, comme en 1981, comme en 1988, il existe une France de gauche et une France de droite. Et que c'est bien là que se situe l'alternative. Parce qu'il existe des classes défavorisées et des classes dominantes. Parce que l'injustice est de toujours, et que les Français ne sont pas dupes. Certes, la gauche n'a pas tout réussi, elle a surtout dû faire face à une conjoncture de crise, elle s'est parfois trompée aussi, mais en tout cas elle n'a jamais varié de son objectif, qui est la justice sociale et l'égalité des chances, que chacun ressent comme une nécessité. Et qui est le projet de la gauche. De la seule gauche.

Illustrons! Il existe maintenant chez les journalistes le jeu des 100 jours. Que ferions-nous dans les 100 premiers jours d'une présidence socialiste?



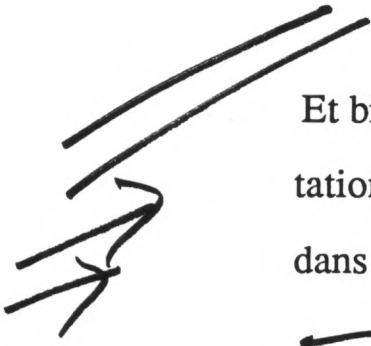
Eh bien, nous tenterions d'abord de répondre à la crise sociale qui menace. Comment ne pas le voir? Multiplication des conflits sociaux ayant pour base le pouvoir d'achat. Ecart croissant dans la situation des différentes catégories sociales. Mal-être généralisé.

Je crois pour ma part que la classe ouvrière, qui a largement supporté le poids du redressement économique que nous avons entrepris depuis 1982, et qui aboutit aujourd'hui à l'exceptionnelle situation de la France en matière d'inflation et de commerce extérieur, doit aujourd'hui obtenir un juste retour.

Mais, Monsieur Balladur n'a même prononcé le mot "salaire" en présentant son programme. Et le comble c'est que c'est M. Gandois, Président du CNPF, qui le rappelle à l'ordre ! Alors la gauche est tout de même fondée avec les organisations syndicales et le monde du travail à l'apostropher !

~~J'ai le sentiment que la droite au pouvoir freine le mouvement de hausse des salaires que pourtant le patronat serait tout prêt à suivre. Etrange situation tout de même, et sur laquelle nous aimerions avoir le sentiment des candidats de droite. Faut-il ajouter que la hausse du pouvoir d'achat constituerait aujourd'hui le~~

moyen d'intensifier une croissance atone, faute de reprise de la consommation.



Et bien entendu on attend des socialistes autre chose que l'adaptation à la conjoncture. Je me limite à trois idées qui figurent dans le programme de Lionel Jospin.

Première idée = augmenter les salaires. /

Seconde idée : nous devons aller vite et loin en matière de diminution de la durée du travail. Nous devons reprendre la négociation sur le temps de travail, en utilisant s'il le faut la loi, pour inciter les partenaires à un abaissement significatif. La réduction de la durée du temps de travail représente une aspiration ouvrière depuis qu'à la fin du siècle dernier la journée de 8 heures constituait la revendication et l'espérance de ces milliers de ~~nos~~ travailleurs ~~camarades~~ qui s'échinaient dans la mine, auprès des haut-fourneaux ou des métiers à tisser. Nous voulons : 37 heures en 1997, 35 heures à la fin du quinquennat - 30 heures au cours du prochain siècle !

Jacques  
Delors

Nous devons aussi lancer les grands programmes du septennat.  
Reconstruire les banlieues et développer le logement social,  
pour relancer la politique de la ville que nous avons initiée et  
que la droite a abandonnée.

° Développer les services aux personnes, pour traduire dans la  
vie quotidienne l'exigence de solidarité.

° Préserver les paysages et valoriser le patrimoine, pour amé-  
liorer au bénéfice de tous la qualité de la vie. Et surtout, assurer  
par ces programmes précis la création de nouveaux emplois, en  
particulier à l'intention des jeunes.

Nous devons enfin avancer résolument en direction de  
l'Europe. Une Union Européenne plus forte, plus démocratique,  
plus sociale, porteuse de cette nouvelle espérance incarnée pen-  
dant dix ans par Jacques Delors à la tête de la Commission, et  
que seuls les socialistes peuvent relayer.

Voilà mes chers camarades, ce que sont les vrais enjeux de cette  
élection présidentielle. Un enjeu d'homme, en premier lieu. Et à  
cet égard, Lionel Jospin bénéficie d'une triple légitimité. Celle  
d'un vote militant, celle de son expérience d'ancien premier se-

crétaire et de ministre d'Etat, celle de ses qualités personnelles faites de conviction, <sup>d'intégrité,</sup> ~~de moralité~~ et d'écoute. Ainsi, en quelques semaines, il a réussi à imposer ~~une stature présidentielle.~~

*person, son personnage et Ber d'homme,*  
C'est ensuite un enjeu politique! A qui fera-t-on croire que l'alternative se résume aujourd'hui à choisir entre deux candidats de droite? Quelle alternative d'ailleurs? Deux boutures de la même plante produisent toujours le même arbre, et le même fruit. Il est vrai que le fruit aujourd'hui s'appelle pomme de discorde, variété que Balladur et Chirac se partagent à égalité.

Mais les Français voient bien que l'enjeu politique est ailleurs. Ils voient bien qui chipote sur les salaires, et qui mégote sur la hausse des prestations sociales.

Ils voient bien que pour la santé, Balladur refuse tout à la fois un effort budgétaire en faveur de la sécurité sociale, et qu'il écarte toute hausse des cotisations. Une façon bien implicite, bien hypocrite, de dire: demain il faudra bien imaginer un autre système. Et ce serait la fin de la sécurité sociale générale et obligatoire, pourtant l'une des plus belles conquêtes ouvrières, au profit de quoi? De caisses privées, en concurrence, celles-là mêmes qui, aux Etats-Unis, suscitent des inégalités criantes. Ces


sociétés de santé qui vous assurent lorsque vous êtes bien portants et vous rejettent à la première alerte. Parce qu'après un infarctus, un cancer guéri, une dépression nerveuse, nous entrez dans la catégorie des personnes à risque. Et le profit ne s'accommode pas de ce risque-là. Alors le salut, est-ce Chirac?

Mais Chirac ne dit pas mieux. Il n'a pas d'autre solution que l'appel à la crédulité. Non, le financement est là, il existe. Il suffit d'un peu plus de croissance et d'un autre Président. Il n'y a pas à rechercher d'économies, ni de nouvelles ressources, il suffit de dépenser mieux. C'est simple. Mais si c'était aussi simple, peut-être quelqu'un y aurait-il déjà pensé?

Les Français voient bien aussi que leurs retraites ont déjà été rognées. [Le calcul de la retraite, non plus en fonction des 10, mais des 20 meilleures années de salaire, n'était pas inéluctable. Il est un coup dur porté à la solidarité entre générations.]

→ Balladur, comme Chirac, nous préparent la retraite par capitalisation, plus chère, et plus injuste, mais tellement plus profitable pour les sociétés d'assurance.

Les Français voient encore que le projet d'université des Hauts-de-Seine de Monsieur Pasqua fera des émules, que des rapports

sérieux prévoient d'augmenter les droits d'inscription, et que dans un système où les bourses restent rares et faibles, le pouvoir d'achat des familles départagera désormais les candidatures, plus que la valeur et les capacités. Balladur et Chirac, c'est le grand bond en avant de l'inégalité des chances pour la jeunesse. / 

Alors, l'enjeu politique, où est-il? Entre Chirac et Balladur qui se ressemblent comme des frères? L'alternative, elle est encore une fois entre la gauche et la droite. Car la gauche, elle, et bien sûr en premier lieu le candidat socialiste, répond clairement sur la hausse nécessaire du SMIC et des bas salaires, sur le maintien du système de sécurité sociale, sur les retraites, comme sur l'université.

Et moi, je suis convaincu que cet enjeu politique sera perçu. Et je crois qu'il peut y avoir des surprises. Je suis convaincu que la bataille Chirac-Balladur, qui a d'abord intrigué, puis amusé les Français, jouera dans la période de la campagne où nous entrons comme un formidable révélateur de la réalité profonde de la droite.

La brume du discours flamboyant de Chirac ne trompera personne à gauche. Il suffit d'ailleurs de lire son programme: le sien et celui de Balladur rivalisent bien quant aux avantages consentis aux couches les plus favorisées. L'un s'habille en confection, l'autre en prêt-à-porter. Mais c'est bien le même costume à droite. Une droite à qui la France devrait hésiter à confier la responsabilité suprême, parce qu'elle détient déjà toute la puissance: la puissance financière, une partie non négligeable du pouvoir médiatique, toutes les régions à l'exception de deux, et une écrasante majorité des conseils généraux. Moi, je suis convaincu que les Français peuvent décider que le temps de rééquilibrer est venu.

Car, cette élection présidentielle détermine bien évidemment notre avenir. Celle de 1995 plus encore que les précédentes, puisque le nouveau Président sera celui qui devra faire face à la mutation de la société, des techniques, des modes de vie. Il sera celui qui conduira la France vers le XXI<sup>e</sup> siècle. Et franchement, pouvons-nous envisager de nous laisser guider par ces hommes du passé et du conservatisme que sont Edouard Balladur et Jacques Chirac?

Et plus largement, elle détermine le choix de la France que nous voulons pour l'avenir, un avenir qui s'inscrit dans un contexte international bouleversé depuis 1989, avec des enjeux considérables, dont le principal est bien sûr la paix. Cette paix qui ici, en Irlande ou au Moyen-Orient, progresse, mais qui ailleurs, recule ou bascule, comme en Algérie. Face aux menaces des nationalismes, des intégrismes, des inégalités, comment ne pas mesurer l'impérieuse nécessité de proposer un projet global construit sur la justice, la laïcité, la croyance dans le progrès? Et qui mieux que les socialistes peut relever de défi? Nous seuls avons le pouvoir réel d'agir. J'ai réuni récemment à Bologne sous l'égide de l'Internationale socialiste une Conférence qui rassemblait plus de 400 maires socialistes du monde entier, afin de créer les conditions d'un renforcement de la coopération et de la solidarité entre nos villes pour favoriser la démocratie et le développement. Et je vous assure que l'attente des uns, la volonté des autres, la confiance de tous, nous ont permis de débattre, de proposer, d'aller de l'avant.

J'ai aussi accompagné il y a quelques jours le Président de la République au Sommet social de l'ONU à Copenhague, où nous avons recherché les moyens de réduire la fracture qui ne cesse



de s'amplifier entre les pays les plus riches et les plus défavorisés, et au sein des pays riches entre ceux qui bénéficient du progrès et ceux qui en sont exclus, souvent du fait du problème lancinant du chômage. Là encore, l'urgence est manifeste, là encore, les réponses sont à trouver dans les valeurs que nous portons, celles de la solidarité, de l'égalité, de la justice.

Mes chers camarades, tous ces enjeux que je viens d'évoquer sont immenses. Pour les préparer, pour permettre à notre pays de les affronter, il faut à la France un Président attaché à des valeurs fortes, justes, un homme de conviction et de courage. Il faut à la France un Président de gauche: c'est pourquoi, tous ensemble et de toutes nos forces, nous soutenons Lionel Jospin dans le combat qu'il mène pour nous tous, et pour notre pays.